



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



RÉGION DE GENDARMERIE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Division de l'Appui Opérationnel
Bureau Budget Administration

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES N°008/2021

Type de procédure :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1
du code de la commande publique

OBJET DU MARCHÉ :

**TRAVAUX D'ISOLATION DES FAÇADES PAR L'EXTÉRIEUR DU BÂTIMENT FAMILLE
CASERNE DE GENDARMERIE DE CASSIS (13)**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur / Maître d'ouvrage :

Commandant la région de gendarmerie PACA
162, avenue de la Timone
13387 MARSEILLE Cedex 10

Ordonnateur secondaire :

Secrétariat Général pour l'Administration du
Ministère de l'Intérieur Sud
Centre de services partagés CHORUS
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13313 MARSEILLE CEDEX 14
sgamisud-dagf-csp-fact-investissement@interieur.gouv.fr

Comptable Assignataire :

Direction régionale des finances publiques
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
183 Avenue du Prado
13357 MARSEILLE CEDEX 20

Correspondant technique :

Major BARBIER / MDL SPAETER
171 avenue de Toulon
13010 MARSEILLE
Tél : 04 96 20 78 01 / 04 96 20 78 02

Correspondant administratif :

Région P.A.C.A – BBA
Cellule Achats Marchés
162 Avenue de la Timone – CS 90086
13387 MARSEILLE CEDEX 10
Tel : 04.91.85.70.46
cam.sa.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Imputation Budgétaire :

ÉTAT - ÉCOLOGIE - CRÉDITS BUDGÉTAIRES - Programme 362 – FR 5006

NOMENCLATURE CPV 2008 :

45321000-3 – Travaux d'isolation thermiques (GM 37.03.04)

Le présent C.C.A.P. comporte 15 pages numérotées de 1 à 15 + 2 annexes

ARTICLE 1 - OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1 - Objet du Marché – Lieux d'exécution
- 1.2 - Forme, durée, décomposition du marché et ordres de service – Variantes et PSE
- 1.3 - Travaux intéressant le Ministère de l'Intérieur – Confidentialité
- 1.4 - Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre
- 1.5 - Modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

- 2.1 - Pièces particulières
- 2.2 - Pièces générales

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

- 3.1 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes
- 3.2 - Variation dans les prix
- 3.3 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

- 4.1 - Délai d'exécution des travaux
- 4.2 - Prolongation du délai d'exécution
- 4.3 - Pénalités pour retard
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Documents à fournir en fin de chantier

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

- 5.1 - Retenue de garantie
- 5.2 - Avance
- 5.3 - Avance sur matériels

ARTICLE 6 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 6.1 - Période de préparation
- 6.2 - Programme d'exécution des travaux et études d'exécution
- 6.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 6.4 - Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

ARTICLE 7 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

- 7.1 - Modalités de facturation
- 7.2 - Délais de paiement

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES, INDEMNITÉS FORFAITAIRE ET COMPLÉMENTAIRE POUR FRAIS DE RECOURS**ARTICLE 9 - CESSIION DE CREANCES****ARTICLE 10 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

- 10.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux
- 10.2 - Réception
- 10.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage
- 10.4 - Délai de garantie de parfait achèvement
- 10.5 - Garanties particulières
- 10.6 - Assurances
- 10.7 - Attestations à fournir

ARTICLE 11 - RÉSILIATION**ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE – LITIGES****ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

ARTICLE 1 – OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché – Lieux d'exécution

Le présent marché consiste à effectuer les travaux d'isolation des façades par l'extérieur du bâtiment famille de la caserne de gendarmerie de Cassis (13).

Lieu d'exécution : Caserne de gendarmerie de Cassis – adresse : 29 rue de la Ciotat 13260 CASSIS.

La description des travaux à réaliser et les spécifications techniques qui s'y rapportent figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). Les dispositions administratives afférentes sont énoncées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

1.2 – Forme, durée, décomposition du marché et ordres de service – Variantes et PSE

Ce marché n'est pas alloté, car il s'agit d'un seul et même corps d'état.

Il prend effet à compter de sa notification et se termine à la réception des travaux.

Les travaux débiteront aux dates fixées sur les ordres de service de démarrage des travaux, pour la durée d'exécution mentionnée à la DPGF (délai de commande et de préparation inclus).

1.2.1 – Ordres de service

Le Maître d'œuvre est habilité à signer les ordres de service.

Celui-ci comportera les éléments suivant :

- le numéro et l'objet du marché (le numéro sera communiqué lors de la notification du marché) ;
- l'entrepreneur titulaire (siège social) ;
- l'entrepreneur mandataire en cas de groupement ;
- l'autorité émettant l'ordre de service (grade, nom, fonction et signature) ;
- la désignation de la prestation (en clair) ;
- la désignation du mandataire, le cas échéant.

Les ordres de service ainsi établis sont remis ou adressés au titulaire par voie dématérialisée. Celui-ci les renvoie immédiatement à l'expéditeur après les avoir signés et y avoir porté la date à laquelle il les a reçus.

1.2.2 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

La prestation supplémentaire éventuelle porte sur la consolidation d'un escalier.

1.3 - Travaux intéressant le Ministère de l'Intérieur – Confidentialité

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

1.3.1 – Autorisation individuelle

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée seulement après enquête de sécurité, est nécessaire pour tous les intervenants du projet et qu'il leur appartient de prendre leurs dispositions en conséquence. L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

1.3.2 – Mesures de confidentialité

- Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux.

Les cotraitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

- Informations confidentielles

Pour les besoins du présent marché public, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de son engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des informations confidentielles.

- Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe ci-dessous :

- a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les informations confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;
- b) à ne pas utiliser les informations confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;
- c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des informations confidentielles soit avisée du contenu du présent engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

- Divulgation autorisée.

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

- a) aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;
- b) lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;
- c) avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur. Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

- Propriété des informations confidentielles

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'informations confidentielles au titre de l'engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les informations confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

- Restitution des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites informations confidentielles.

- Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité. En cas de violation de ses obligations de confidentialité visées dans le présent CCAP, le candidat sera redevable d'une pénalité de 5 000€ HT. Cette somme devra être versée au pouvoir adjudicateur pour chaque violation constatée.

1.4 – Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

L'acheteur public, dont les coordonnées figurent en première page du présent CCAP est également désigné par les termes « RPA », « personne publique », « Région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur », « acheteur », « Administration », « Maître de l'ouvrage ».

1.4.1 Identification du correspondant technique/maître d'œuvre

La fonction de maître d'œuvre est assurée soit par le service des affaires immobilières du groupement de gendarmerie départementale (SAI GGD), soit par les personnels de la spécialité affaires immobilières du bureau de l'immobilier et du stationnement ou des bureaux de l'immobilier et du logement des régions de gendarmerie.

Les coordonnées du correspondant technique figurent en première page du présent CCAP.

1.4.2 – Contrôle Technique

Sans objet.

1.4.3 – La mission Ordonnancement Pilotage et Coordination

Le chantier sera coordonné par le correspondant technique en étroite collaboration avec le maître d'œuvre. Les réunions de chantier auront lieu aux jours et heures indiqués par celui-ci.

1.4.4 – Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé

Sans objet.

1.4.5 – Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

L'entrepreneur devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection « Incendie » du chantier.

1.5 – Modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

La sous-traitance totale du marché n'est pas autorisée. Le titulaire doit assurer une partie de l'exécution technique.

1.5.1 – Obligation du titulaire

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

On distingue :

- le sous-traitant direct qui est défini comme le sous-traitant du titulaire, ou de l'un des membres du groupement,
- le sous-traitant indirect qui est le sous-traitant d'un sous-traitant. En vue de son agrément, le sous-traitant direct transmet au titulaire les mêmes documents que ceux exigés pour un sous-traitant direct.

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché concerné à condition d'avoir obtenu l'acceptation du (des) sous-traitant(s) par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement (article R2193-4 du code de la commande publique).

Les sous-traitants ne sont payés directement que si le montant de leur contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 euros toutes taxes comprises du montant total du marché (article R2193-10 du code de la commande publique).

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément pendant la période de préparation de chantier, il remet au représentant du pouvoir adjudicateur, contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial (formulaire DC4), mentionnant :

- a) la nature détaillée des prestations dont la sous-traitance est prévue (une déclaration de sous-traitance sera établie pour chaque entreprise),
- b) le nom, la raison, la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, ainsi que ses qualifications,
- c) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variations des prix, de régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

L'acte spécial devra être revêtu du visa de l'entrepreneur mandataire ou titulaire proposant le sous-traitant.

Lors de la demande d'acceptation d'un sous-traitant payé directement, le titulaire est tenu d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant (article R2193-3 du code de la commande publique).

LISTE DES DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE :

Conformément l'article R2193-1 du code de la commande publique :

- L'acte spécial dûment complété tamponnés et signés en original par le titulaire et le sous-traitant (DC4) accompagné de la délégation de signature si besoin (pouvoir),
- Un relevé d'identité bancaire ou postal,
- Les capacités du sous-traitant (moyens humains et matériels, références, qualifications...)

Conformément à l'article R2193-4 du code de la commande publique, le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant **vingt et un (21) jours** à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

IMPORTANT : Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur le chantier entraînera systématiquement l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières.

La demande de sous-traitance devra être envoyée par mail à l'adresse cam.sa.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr

1.5.2 – Modification des actes de sous-traitance

Les actes de sous-traitance peuvent être modifiés jusqu'à la réception des travaux. Toutefois, une demande trop tardive de modification ne pourra être prise en compte par le pouvoir adjudicateur si celui-ci ne peut raisonnablement l'étudier avant la réception des travaux.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

En cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

2.1 - Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe.

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables et réputés connus du titulaire sont les suivants :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ; étant entendu que les commentaires figurant dans ce document n'ont pas de valeur contractuelle.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012 ; ainsi que les normes européennes et françaises mentionnées dans le CCTP et le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU).

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

3.1- Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

Les prix sont forfaitaires, définitifs, hors taxes et toutes taxes comprises (le taux de TVA est indiqué à part). Ils sont établis en euros (deux décimales après la virgule) en tenant compte :

- du nettoyage et de l'enlèvement des gravois par le titulaire du marché,
- de l'ensemble des sujétions nécessaires au parfait achèvement des travaux,
- des délais de fabrication, de transport et de dédouanement des matériels et équipements,
- de l'enlèvement des conditionnements des matériels et équipements livrés.

Les prix intègrent les obligations induites par le respect des stipulations fixées par le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 portant sur la coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Les prix intègrent les sujétions dues à l'établissement des plans d'exécution par le titulaire du présent marché.

3.1.1 - Le maître de l'ouvrage ne fournira et ne posera aucun matériau.

3.1.2 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.1.3 - Dépenses prises en compte par l'entreprise :

- Les frais de remise en état des réseaux à l'issue des travaux ;
- Les charges temporaires de voirie et de police résultants des installations de chantier ;
- Les dépenses concernant le nettoyage soigné de fin de chantier.

3.1.4 - Travaux supplémentaires ou modificatifs

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, seront réglés en fonction des prix négociés entre les parties sur la base du prix des prestations indiqué à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et après validation du maître d'ouvrage.

3.1.5 - Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-Travaux, il n'y aura pas d'acompte pour approvisionnement.

3.1.6 - Répartition des paiements

La co-traitance, la sous-traitance ou le groupement sont admis.

Conformément à l'article 11.6.1 du CCAG-Travaux, dans le cas d'un marché avec des entrepreneurs groupés et solidaires, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à compte unique. Le mandataire utilisera un compte bancaire unique ouvert au nom du groupement, sur lequel seront versées toutes les sommes dues au titre du marché, à charge pour lui d'effectuer le paiement sur le compte de chacun des co-contractants à hauteur des prestations qu'il a réalisées.

3.2 - Variation dans les prix

Les prix sont fermes et actualisables.

3.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois "Zéro" (Mo). La date limite de remise des offres est précisée dans le règlement de la consultation.

3.2.2 - Choix des index de référence

BT 01 – Tous Corps d'état.

3.2.3 - Modalité d'actualisation des prix

Les prix sont actualisés (si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix et la date de début d'exécution des travaux, (conformément à l'article R2112-14 du code de la commande publique) en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées aux articles 11.4 et 13 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, les prix seront actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{I}{I_0}$$

dans laquelle : P : prix actualisé

P₀ : prix du marché initial

I : valeur de l'index correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations

I₀ : valeur Mo de l'index de base tel que défini à l'article 3.2.2. du présent CCAP

Les valeurs des index indiquées sur le site www.ffbatiment.fr seront prises en référence.

3.2.4 - Modalités de révision des prix

Sans objet.

3.2.5 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels (ou situation de travaux) et du solde versés aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces accompagnant le paiement.

3.3 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

En ce qui concerne le paiement direct, il est fait application des articles R2192-22 et R2192-23 et R2193-10 à R2193-16, du code de la commande publique.

Dans les cas de sous-traitants éligibles au paiement direct, le titulaire joint au projet de décompte une attestation de paiement direct indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues ou qui sont dues à un co-traitant pour la partie de la prestation exécutée sur le portail Chorus-Pro.

En application des articles R2193-11 à R2193-15 du code de la commande publique :

Le sous-traitant envoie au titulaire du marché, sa demande de paiement (sous forme de facture) ainsi que les justificatifs qui peuvent y être rattachés.

Le montant total des paiements effectués au profit d'un sous-traitant ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché ne peut excéder le montant à sous-traiter qui est stipulé dans le marché, ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial.

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

4.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution est celui indiqué dans la DPGF (délai de commande et de préparation inclus).

Il comprend les congés annuels et a comme point de départ la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

Tout délai commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Que ce délai soit décompté en jours ou en mois, il s'achève le dernier jour à minuit (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit).

Le marché dure jusqu'à la réception des travaux. Si l'entreprise dépasse le délai d'exécution précisé aux ordres de services, des pénalités pourront lui être appliquées.

4.2 - Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution des travaux peuvent être prolongés, par avenant ou par ordre de service, conformément aux articles 19.2.1 à 19.2.3 du CCAG-Travaux.

4.3 - Pénalités pour retard

Les pénalités visées ci-dessous sont cumulables et non plafonnées. Par ailleurs, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, aucune exonération de pénalités ne sera accordée au titulaire.

4.3.1 - Retard dans la remise de documents

En cas de retard du titulaire dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution, prévus à l'article 4.5 du présent CCAP, et conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, une retenue hors taxes sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue hors taxes est fixée à 50 EUROS par jour ouvré de retard.

4.3.2 - Pénalités pour retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux et lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt **une pénalité de 200 € hors taxes par jour ouvré de retard.**

Le décompte des pénalités de retard s'effectuera à compter du lendemain de la date de fin d'exécution des travaux figurant sur l'ordre de service.

Lorsque le titulaire aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure d'avoir à prendre toutes dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.

Dans le cas où le titulaire ne se conformerait pas à ces dispositions, il pourra être fait application des mesures coercitives de l'article 48 du CCAG-Travaux.

4.3.3 - Pénalités pour levées de réserves après réception

Dans le cas où la levée de réserves ne serait pas prononcée dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou, en l'absence de délai, dans les trois mois qui suivent la réception, des pénalités de retard pourront être appliquées comme suit :

- dans le cas d'un dépassement d'un jour calendaire et jusqu'au 10ème jour calendaire, le montant de la pénalité applicable s'élèvera, à 1/500ème du montant HT par jour calendaire de retard ;

- après le 10ème jour de retard, la pénalité applicable par jour calendaire de retard s'élèvera, à 0,5% du montant HT du marché.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, conformément à l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

4.3.4 - Absence aux rendez-vous de chantier et de coordination

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier et de coordination.

Nota :

- Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.
- Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

Ces pénalités sont fixées à cent cinquante euros (150 euros) par absence non excusée préalablement.

Note : les pénalités visées ci-dessus sont cumulables et non plafonnées. Par ailleurs, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, aucune exonération de pénalités ne sera accordée au titulaire.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le titulaire devra assurer le nettoyage complet et soigné ainsi que l'évacuation de ses gravois au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Dans le cas où ces instructions ne seraient pas respectées, le maître d'ouvrage fera procéder au nettoyage par une entreprise spécialisée et de son choix.

Le montant de ces travaux sera déduit en fin de chantier sur le décompte général.

L'entreprise est responsable de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées. Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux dans le délai de deux (2) jours ouvrés, à la date de notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure, restée sans effet, il peut y être procédé par le maître d'ouvrage, aux frais du titulaire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant à l'article 4.3.2.

4.5 - Documents à fournir en fin de chantier

En fin de chantier et avant la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre un DOE en deux exemplaires, l'un en version électronique au format PDF sur support USB, et l'autre en version papier, contenant notamment les documents suivants :

- schémas, ou plans lors des modifications ;
- fiches techniques des appareils, produits et matériaux mis en place ;
- certificats de conformité (CERFF, CSTB...).

ARTICLE 5 – CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

5.1 - Retenue de garantie

Il sera fait application des dispositions prévues aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique. S'agissant d'un marché public se référant au CCAG -Travaux, conformément à l'article 44.1 de ce CCAG, ce marché bénéficie d'un délai de garantie.

En conséquence, le présent marché est assujéti à la retenue de garantie de 5% et de 3% pour une PME, qui conformément à l'article R2191-36 du code de la commande publique, peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

5.2 - Avance

Conformément aux articles R2191-3, R2191-5 et R2191-13 du code de la commande publique, sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché (ou de la tranche affermie) est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Elle sera versée directement, sans autre formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de début d'exécution des travaux de chacune des tranches affermies.

Le taux de l'avance est fixé à 30% maximum du montant initial du marché (ou de la tranche affermie) toutes taxes comprises conformément aux articles R2191-7 et R2191-13 du code de la commande publique.

Le titulaire indiquera le taux applicable à son marché dans l'acte d'engagement.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché (ou tranche affermie), diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% des montants. L'avance devra être intégralement récupérée lorsque les prestations exécutées atteindront 80% des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées, conformément aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

5.3 - Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 6 – PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

6.1 - Période de préparation

Le délai de préparation réglementaire de 2 mois pourra être réduit par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux. Il est inclus dans le délai d'exécution.

6.2 - Programme d'exécution des travaux et études d'exécution

Il sera fait application des articles 28.2 et 29 du CCAG -Travaux.

Les plans d'exécution doivent être soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

L'exécution d'un ouvrage ne pourra être commencée par l'entrepreneur qu'après avoir reçu cette approbation.

Les travaux feront l'objet de plusieurs réunions fixées ultérieurement selon un calendrier arrêté entre l'entrepreneur et le référent technique de la gendarmerie. Sur ce calendrier devra figurer au minimum :

- une réunion avant le démarrage des travaux ;
- une réunion à la réception des travaux.

Des réunions supplémentaires pourront être prévues pendant les travaux à la demande du correspondant technique.

6.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

6.3.1 - En application de l'article L.8222-6 du code du travail, en cas de non respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs aux déclarations de l'activité et des salariés de l'entreprise s'expose au risque de résiliation sans indemnités ainsi qu'au paiement des sommes mentionnées aux paragraphes 1 à 3 de l'article L.8222-2.

6.3.2 - Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

6.3.3 - La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

6.4 - Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

6.4.1 - Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur.

Locaux de chantier et les locaux pour le personnel sont à la charge de l'entrepreneur et doivent respecter la réglementation en vigueur.

- Plans d'hygiène et de sécurité

La personne publique garantit au titulaire le libre accès au chantier faisant l'objet du présent marché. Toutefois, conformément aux articles R4512-6 à R4512-12 du code du travail, cet accès fait préalablement l'objet d'un plan de prévention rédigé par le Commandant de caserne et signé contradictoirement avant tout commencement de travaux.

- État de propreté du chantier :

L'entrepreneur titulaire ou le mandataire est responsable du maintien permanent du chantier en état de propreté, ce qui met notamment à la charge de l'entrepreneur l'enlèvement de ses propres gravois et déchets, le ramassage et le stockage des gravois et déchets sur le chantier depuis le ou les points de dépôts fixés par le maître d'œuvre.

L'ensemble du chantier ainsi que les zones des installations de chantier, sont maintenus dans un état de propreté permanent.

L'entrepreneur est responsable du nettoyage de sa zone de travail. Les constats d'exécution des nettoyages seront faits par le maître d'œuvre. En cas de défaut d'exécution, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage fera intervenir une équipe de nettoyage avec imputation directe des dépenses de cette équipe, à l'entreprise.

Tout dépôt de matériel et de matériaux ne pourra être effectué à l'intérieur des bâtiments.

Les matériels et matériaux restent sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la date de réception des ouvrages. Le local considéré sera remis en état par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

6.4.2 - Autorisations de voiries

Toutes demandes d'autorisations d'occupations extérieures à la caserne auprès des autorités administratives compétentes seront à la charge du titulaire.

L'entrepreneur sera seul responsable, de tous les désordres, dégâts et dommages causés par ses ouvriers, matériels ou l'exécution pure et simple de ses travaux. Il contractera à cet effet toutes assurances complémentaires nécessaires.

6.4.3 - Déchets

Les déchets sont traités en application de l'article 36 du CCAG-Travaux et sont à la charge de l'entreprise.

Le CCTP peut apporter des préconisations sur la gestion des déchets.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

7.1 - Modalités de facturation

Par dérogation aux articles 13.1 et 13.2 du CCAG-Travaux, au titre des acomptes mensuels, le titulaire pourra présenter des factures de situation. Si elles devaient être transmises exceptionnellement par voie papier (la règle étant l'envoi dématérialisé), elles devront être dûment tamponnées et signées par la société.

La situation pour solde devra reprendre le montant total du marché, faire apparaître le détail des acomptes perçus et sera accompagnée d'un PV de réception des travaux validé par le RPA (cf article 10.2 du présent document). Pour pouvoir être mise au paiement, cette dernière facture devra être accompagnée d'un Décompte Général et Définitif (DGD).

Les factures de situation devront comporter, outre les mentions légales, les éléments suivants :

- numéro de situation ;
- adresse de facturation ;
- nom et adresse de l'entrepreneur ;
- numéro d'enregistrement au RC ou répertoire des métiers ;
- numéro SIRET ;
- numéro et date d'établissement de la facture ;
- numéro et date du marché ;
- **numéro EJ figurant sur l'acte d'engagement lors de la notification ;**
- numéro de l'ordre de service ;
- détail des prestations conformément à la DPGF du lot ou de la tranche concerné ;
- montant des prestations hors TVA ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant total des prestations exprimés en euros ;
- **le cachet de la société ;**
- **la signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société.**

En cas de sous-traitance déclarée :

- **joindre une attestation de paiement direct rédigée et signée par le titulaire du marché ;**
- les factures sont auto-liquidées, conformément à la loi de finances 2014. La mention « **TVA due par l'entreprise principale selon le mécanisme de l'auto-liquidation en application du 13 I de la directive TVA et de l'article 242 nonies A à l'annexe II du CGI** » devra figurer sur chaque facture HT.

La ou les factures seront accompagnées d'une copie de l'ordre de service de début d'exécution et du ou des PV de réception correspondant et transmises de façon **dématérialisée et gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute facture transmise avant la fin d'exécution des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au titulaire par le CSP-Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées et devra envoyer la facture dite « conforme » ou les avoirs correspondants. Le délai de paiement mentionné à l'article 7.2 ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

7.2 - Délais de paiement

Le règlement des factures est effectué par le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI Sud), ordonnateur secondaire, auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur, comptable assignataire. Les factures exprimées en euros seront produites par le prestataire et réglées dans un délai de **30 (trente) JOURS**, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 - INTÉRÊTS MORATOIRES, INDEMNITÉS FORFAITAIRE ET COMPLÉMENTAIRE POUR FRAIS DE RECouvreMENT

8.1 - Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement.

8.2 - En application de l'article L2192-13 du code de la commande publique, dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Il ouvre droit, à des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire et, le cas échéant, à une indemnisation complémentaire versés au créancier par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.3 - Leur mise en œuvre sera effectuée en application des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - CESSION DE CRÉANCES

Le titulaire et tout sous-traitant payé directement peuvent céder ou nantir à des établissements de crédit, par exemple, leur créance dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur remettra sur demande du titulaire et à tout sous-traitant payé directement soit :

- une copie de l'original de l'acte d'engagement délivré en unique exemplaire ;
- un certificat de cessibilité de créance sur marchés publics.

La cession de créances doit être **adressée au comptable assignataire** mentionné en 1ère page du CCAP.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

10.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours des travaux

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles.

10.2 - Réception

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve que les travaux répondent aux exigences du CCTP.

La réception s'effectue dans les conditions établies à l'article 41 du CCAG-Travaux.

Un PV de réception contradictoire sera établi, avant production de la facture finale, par le maître d'œuvre, signé par le titulaire puis par le correspondant technique et enfin, ces documents seront approuvés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Dès approbation par le RPA, une copie sera adressée par voie dématérialisée au titulaire qui pourra établir la situation pour solde correspondante.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

10.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

10.4 - Délai de garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de la date de réception des travaux indiquée sur le procès verbal de réception.

10.5 - Garanties particulières

Durant les travaux, l'entrepreneur doit la protection de ses ouvrages contre les intempéries et contre les dommages que pourraient occasionner des tiers.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans.

Pendant la période considérée, il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

10.6 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-Travaux, avant la notification du marché, le titulaire du marché doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle ainsi que sa responsabilité décennale.

Le titulaire devra fournir, avant la notification de son marché les attestations de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que la police contient les garanties en rapport avec la mission et, en particulier, qu'il est assuré pour tout accident ou dommage causé lors de l'exécution des travaux.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10.7 – Attestations à fournir

Pour toute commande supérieure à 5.000 euros hors taxes, le titulaire est tenu de fournir tous les six mois **à compter de la date de notification du présent marché et jusqu'au terme de ce dernier**, les documents suivants*:

- déclaration relative à la lutte contre le travail illégal modèle NOTI1 ;
- attestation URSSAF ou équivalent de versements de cotisations et de fournitures de déclarations des candidats tributaires d'un marché public.

En cas de non remise par le titulaire, la personne publique mettra ce dernier en demeure de fournir ces attestations sous un délai maximum de dix jours ouvrés. Sans réponse du titulaire passé ce délai, le marché pourra être résilié à ses torts sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DU MARCHÉ / INTERRUPTION DE TRAVAUX

Le marché peut-être interrompu voire résilié suivant les dispositions édictées dans le chapitre VI du CCAG-Travaux.

ARTICLE 12 - LOI APPLICABLE - LITIGES

En cas de désaccord, **la loi française est seule applicable.**

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Le présent marché dépend du :

Tribunal Administratif de Marseille – 22 Rue de Breteuil – 13281 MARSEILLE CEDEX 06.

L'organisme de médiation dont dépend le présent marché est le suivant :

*Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Marseille
Place Félix BARET – CS 80001 – 13282 MARSEILLE CEDEX 06.*

Les correspondances ainsi que la documentation relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 13 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les articles énumérés ci-dessous dérogent au CCAG-Travaux :

NATURE DE LA DÉROGATION	Article CCAP	Article CCAG Travaux
Acomptes et décomptes mensuels	7	13.1 et 13.2
Période de préparation	6.1	28.1
Pénalités pour retard	4.3	20
Approvisionnement	3.1.5	11.3
Assurances	10.6	9

ANNEXE (S) :

ANNEXE 1 : fiche SST

ANNEXE 2 : attestation de visite